

Forte mobilisation contre le transfert de la gestion de l'hôpital de Sartène

« Non à la mort du rural... Oui au maintien du service public ! » Les revendications s'affichent en lettres majuscules sur les banderoles déployées hier matin dès 8 h 30 sur le pont de Scaledda à Sartène. À l'appel des personnels du centre hospitalier de Sartène, une centaine de manifestants sont venus soutenir dans le calme le mouvement contre le transfert de gestion de l'hôpital local à la trésorerie hospitalière d'Ajaccio. Cette gestion est actuellement assurée par la trésorerie de Sartène (perception), dont les agents et le comptable sont les interlocuteurs privilégiés des services financiers de l'établissement hospitalier et de ses usagers. Ce transfert menace à terme la trésorerie de Sartène, mais également celle de Bonifacio, selon les manifestants. « C'est la mort de la décentralisation pour laquelle nous nous sommes tant battus. »

Une décision au détriment de l'usager

Une mobilisation pour sauver les emplois, mais aussi et surtout pour défendre les usagers, « premières victimes de cette réorganisation », estiment les agents de l'hôpital de Sartène. « Cette décision a été brutale, sans concertation, elle condamne un service public de proximité. Nous sommes inquiets pour Sartène car c'est tout le rural qui est condamné », note Michel Tra-

Les manifestants ont ralenti le trafic au niveau du pont de Scaledda à Sartène pour sensibiliser les automobilistes et l'opinion publique au transfert de gestion du centre hospitalier de Sartène vers Ajaccio, qui signe selon eux la mort des trésoreries et du service public de proximité.

(Photo Alain Pistori)



moni, délégué CGT qui s'exprimait au nom de l'intersyndicale CGT-STC du centre hospitalier.

Les personnels des trésoreries de Sartène et de Bonifacio, présents au sein du comité, ont exprimé leur incompréhension : « Les décisions sont prises en catimini, on nous met devant le fait accompli, avec à terme, les fermetures annoncées pour 2016 des trésoreries de Sartène et de Bonifacio. Au-delà des agents, ce sont des familles entières qui seront touchées. Mais nous pensons surtout aux usagers, nous sommes leurs interlocu-

teurs privilégiés pour les aider dans leurs démarches. Ce contact humain essentiel va disparaître », témoigne Cecilia Carré, agent administratif au service hospitalier de la trésorerie de Bonifacio.

Des soutiens de tous bords

Même constat pour Céline Venturi, en poste à la trésorerie de Sartène, « Cette volonté de centralisation ne fait qu'accentuer la fracture sociale. Il y a une rupture d'égalité entre l'usager du secteur public local et l'usager du rural. » De nom-

breux élus locaux, tous bords confondus, sont venus soutenir le mouvement hier matin à Sartène. Parmi eux, les maires des petites communes environnantes, le conseiller général Pierre Versini, le maire de Sartène, Paul Quilichini et le conseil municipal, avec les membres de l'exécutif et de l'opposition. Un élu de l'opposition de Propriano avait également fait le déplacement. Sans oublier le soutien des syndicats régionaux, avec la venue des représentants du STC emmené par son secrétaire général Jean Brignole, ainsi qu'une délé-

gation du syndicat FO des finances publiques de Corse-du-Sud, avec à sa tête le secrétaire départemental Jean-Claude Vesperini. « Nous devons nous battre contre le démantèlement du service public de proximité. C'est un processus bien rôdé, la mise en application d'une « démarche stratégique » qui se déroule par étapes, avec pour objectif final la suppression de toutes les trésoreries de 3 agents ou moins », analyse le secrétaire départemental de FO DGFIP. Durant près de deux heures, les manifestants ont distribué des tracts et fait signer

des pétitions aux automobilistes avant de converger vers la cité administrative, pour finir devant les grilles de la sous-préfecture. Absent, le sous-préfet Jean Salomon a cependant accepté de recevoir une délégation ce matin à 8 h 30. Une réunion est également prévue dès 10 heures en mairie en présence du directeur régional des finances publiques, Jean-Jacques Deplette, qui devrait à cette occasion préciser les positions de son administration.

NADIA AMAR
namar@nicematin.fr

Corse - Matin 30-9-2014